Document généré le 23 avr. 2024 10:39

Économie et Solidarités

La recherche partenariale dans une ONG environnementale québécoise

L'exemple du programme de recherche d'Équiterre et d'une étude d'impact sur les circuits courts

Jean-Frédéric Lemay

Volume 39, numéro 2, 2008

Les générations et l'économie sociale

URI : https://id.erudit.org/iderudit/044107ar
DOI : https://doi.org/10.7202/044107ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

CIRIEC-Canada

ISSN

1923-0818 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Lemay, J.-F. (2008). La recherche partenariale dans une ONG environnementale québécoise : l'exemple du programme de recherche d'Équiterre et d'une étude d'impact sur les circuits courts. *Économie et Solidarités*, *39*(2), 116–124. https://doi.org/10.7202/044107ar

Tous droits réservés © CIRIEC-Canada, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Pour en savoir plus

Rubrique

La recherche partenariale dans une ONG environnementale québécoise

L'exemple du programme de recherche d'Équiterre et d'une étude d'impact sur les circuits courts

JEAN-FRÉDÉRIC LEMAY
Chercheur postdoctoral
Équiterre
jflemay@equiterre.org

Équiterre est une organisation sans but lucratif, fondée en 1993 et initialement nommée A Seed-Québec, qui compte cinq programmes et plus de 4 000 membres répartis dans l'ensemble des régions du Québec. L'organisation fait partie de cette nouvelle génération d'organismes inscrits dans l'économie solidaire qui s'intéressent aux questions environnementales dans un cadre de solidarité socioéconomique et dans une optique pragmatique. Elle organise et gère des projets de démonstration et d'éducation, des activités de plaidoyer et des projets de recherche-conseil. Les activités liées au thème de l'alimentation, agriculture et commerce qui nous intéresse ici sont composées du projet ASC (Agriculture soutenue par la communauté), À la soupe ! (alimentation institutionnelle) et commerce équitable (campagnes d'éducation), ainsi que d'un secteur de plaidoyer et des activités de recherche sur la souveraineté alimentaire. Par ses projets et activités, Équiterre vise à transformer les pratiques agricoles et alimentaires dans une orientation de durabilité et d'équité. En ce qui concerne les activités de recherche, comme beaucoup d'autres ONG et associations elle a jugé que ses projets devaient être mieux documentés et ses campagnes mieux appuyées par des informations scientifiquement valides. Le contexte actuel nous enseigne qu'une organisation comme Équiterre ne peut plus compter sur la bonne volonté ou la sympathie à l'égard des causes qu'elle défend, mais plutôt appuyer ses arguments sur des fondements scientifiquement valides qui permettent un débat public.

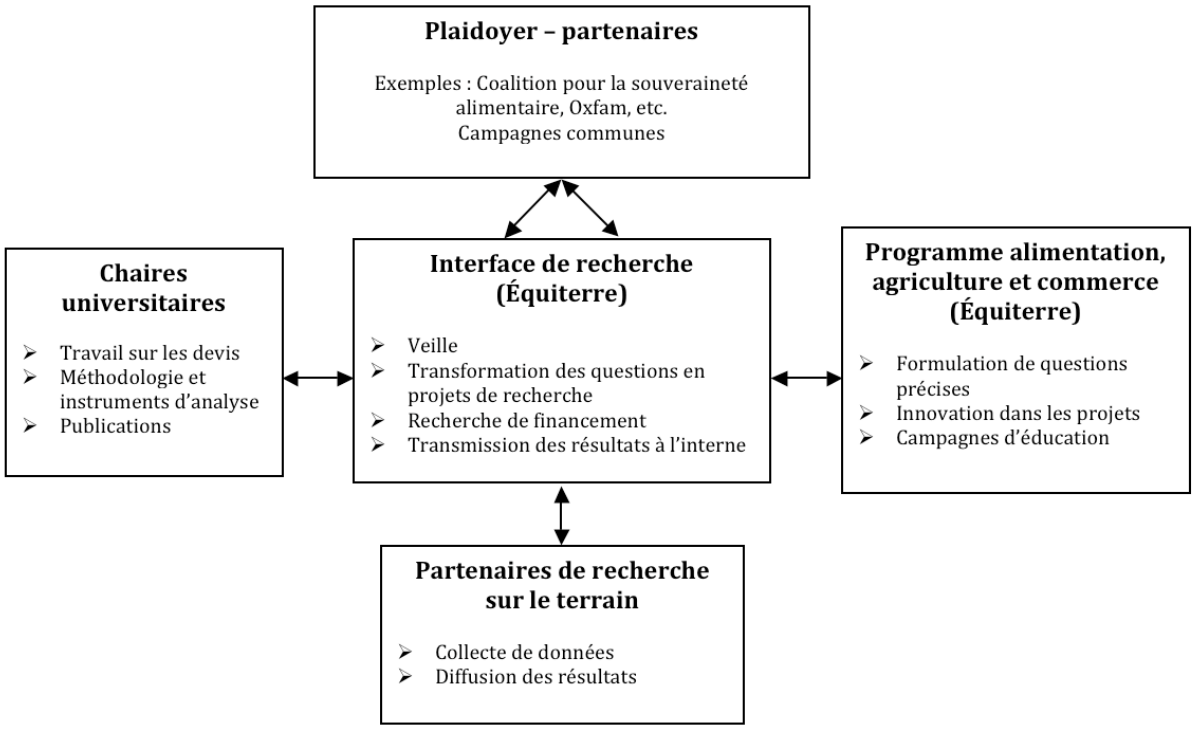
Cet article présente le contexte d'émergence des préoccupations de recherche chez Équiterre et la forme que le programme de recherche a prise à la fois quant à son organisation et aux thématiques abordées. Un exemple de projet de recherche multipartenarial est fourni par la suite afin d'illustrer concrètement comment se déploient les projets de recherche. L'article permettra de mieux comprendre comment se met en place le délicat équilibre entre la recherche à finalité sociale et la validité scientifique.

LA RECHERCHE CHEZ ÉQUITERRE

La recherche, comme secteur particulier, a été ciblée comme un manque ou une faiblesse au moment de la rédaction du plan stratégique 2003-2006. L'importance de cette activité est transversale au sens où elle peut alimenter

le contenu des campagnes, la communication, les outils éducatifs et les activités de plaidoyer. Bien que chaque projet doive comporter ses propres activités à cet égard, la recherche a souvent été négligée par manque de ressources et parce que les priorités étaient plus orientées vers les projets terrains. C'est pourquoi le plan stratégique 2008-2012 a réitéré et précisé cette cible d'action en mentionnant : « Équiterre développe son expertise basée sur les plus récents développements dans ses domaines d'intervention. Il initie, réalise ou participe à des études ou à des projets de recherche. »

Schéma 1
L'organisation générale de la recherche chez Équiterre



L'organisation oriente les activités dans une perspective de recherche appliquée et d'action, puisqu'elle vise à récolter et à systématiser des connaissances sur les initiatives citoyennes ainsi que sur les défis liés au commerce international et l'agriculture avec l'objectif de changer les pratiques. Les activités de recherche chez Équiterre se veulent transversales et liées à l'action sans être de la recherche commanditée aux conclusions préfabriquées. L'élaboration du programme s'est appuyée sur des besoins qui existent au sein de l'organisation. Essentiellement, les deux projets principaux en agriculture, l'Agriculture soutenue par la communauté et À la soupe !, ont à la fois besoin de documenter leurs impacts, de produire des diagnostics favorisant un changement d'échelle et d'obtenir des informations stratégiques permettant d'alimenter les activités de plaidoyer pour changer certaines politiques publiques.

C'est dans cette optique que la structure et les thématiques du programme ont été pensées. Les activités prennent la forme d'une interface dont le rôle est de canaliser les questions émergeant à l'interne et de construire des projets de recherche en partenariat avec des chaires de recherche ou des ONG de recherche.

Concrètement, le programme de recherche repose sur trois objectifs principaux :

1. Consolider la veille et l'information interne
2. Produire des états de la connaissance et des recommandations
3. Mettre en œuvre de nouveaux projets de recherche empirique en partenariat avec des chaires de recherche universitaire.

Le premier objectif vise essentiellement à articuler le bassin de connaissance interne à l'état du savoir dans la société civile et le monde universitaire. D'un côté, nous avons construit des outils de veille avec les agrégateurs de fils RSS et entrepris la publication d'un bulletin bimensuel qui permet de garder les employés d'Équiterre à jour et de mettre en réseau le secteur de la recherche. L'autre élément essentiel au bon fonctionnement du programme est l'élaboration d'outils de gestion qui permettent de développer des réflexes et une culture de la recherche. C'est dans ce contexte que nous développons des outils communs et participatifs d'évaluation de projet (basé sur la cartographie des incidences du CRDI), ainsi que des modèle simplifiés qui permettront aux agents de projet de rédiger de courtes propositions de recherche qui seront élaborées par le secteur de la recherche et transformées en propositions soumises aux partenaires universitaires.

Le système de veille permet de cibler les enjeux émergents et les orientations prises en recherche et dans la société civile. En s'appuyant sur ces informations, une des activités du programme de recherche est de produire des états de la connaissance sur certaines thématiques importantes. Par exemple, nous avons produit deux revues de littérature sur les thèmes de la souveraineté alimentaire (Lemay, 2009) et sur les circuits courts et les politiques publiques (Blouin *et al*., 2009).

Le dernier élément est la recherche partenariale empirique et appliquée sur des questions plus particulières qu'Équiterre choisit de documenter. Ces recherches s'appuient sur des questionnements ou des besoins qui émergent des projets de démonstration que développe l'organisation et elles se déploient avec des partenaires universitaires. Pour illustrer ce type de projets de recherche empiriques, nous présenterons l'étude d'impact sur les circuits courts en agriculture, un projet partenarial réalisé de 2010 à 2012.

L'EXEMPLE D'UN PROJET PARTENARIAL : UNE ÉTUDE D'IMPACT SUR LES CIRCUITS COURTS AU QUÉBEC

Équiterre est une organisation pionnière dans la mise en place d'initiatives de circuits courts en agriculture au Québec avec l'ASC et le projet d'alimentation institutionnel À la soupe ! Lors d'une

revue de littérature sur le sujet, nous avons pu observer que plusieurs données empiriques existaient relativement aux initiatives européennes ou étasuniennes, mais très peu de choses avaient été publiées sur la situation du Québec. Aussi, les responsables de projet chez Équiterre soulignaient le besoin d'évaluer l'impact des initiatives et de diagnostiquer formellement les blocages afin d'amener un changement d'échelle des projets. Finalement, le ministère québécois de l'Agriculture a aussi inscrit les circuits courts dans ses priorités stratégiques. Le contexte était donc propice à la proposition d'un projet de recherche empirique sur le sujet, puisque les acteurs terrains, les chercheurs et les décideurs politiques s'associaient autour d'une préoccupation commune.

La problématique : impacts des circuits courts sur les saines habitudes de vie

La concentration de la production et la distribution alimentaire aux niveaux international et local entraînent des impacts problématiques pour la production familiale et le développement du territoire rural. Cette dynamique de concentration a provoqué une certaine crise de confiance des consommateurs quant à l'origine et aux procédés de fabrication des produits (OGM, questions sanitaires, etc.) et elle est ciblée lorsqu'il s'agit d'évaluer les causes de la mauvaise alimentation des ménages (maladies cardiaques, obésité, etc.).

Dans ce contexte, on voit se multiplier des programmes visant à améliorer les habitudes de vie des Canadiens (par l'exercice, une meilleure alimentation, etc.), mais aussi des initiatives citoyennes qui se construisent dans l'objectif de rapprocher de nouveau le consommateur du producteur par divers types de filières courtes favorisant un meilleur accès aux aliments frais, locaux ou biologiques. L'agriculture soutenue par la communauté a émergé au Japon dans les années 1970 (Teikei) comme un projet visant à rapprocher producteurs et consommateurs par un contact direct. Ces initiatives de circuits courts se sont multipliées ou consolidées dans les dernières années dans plusieurs pays et on note à son égard un engouement à la fois des citoyens, des producteurs, des pouvoirs publics et des institutions parapubliques.

Il y a d'abord des initiatives de commercialisation directe comme les programmes fermes-écoles (Vogt et Kaiser, 2008), les restaurants gérés par les fermes locales (Coley, Howard et Winter, 2009), les marchés fermiers (Smithers, Lamarche et Joseph, 2008) ou d'autres formes de vente directe aux consommateurs (Jones, 2002 ; Renting, Marsden et Banks, 2003). Ensuite, il y a les initiatives de proximité qui incluent les produits locaux vendus par les supermarchés ou distributeurs (Jones, 2002), les institutions publiques dotées d'une politique d'achat local (Thatcher et Sharp, 2008 ; Friedmann, 2007), et les coopératives de producteurs (Marsden, Banks et Bristow, 2000 ; Baker, 2008). Au Canada, l'importance de ces initiatives est confirmée par une étude récente d'Agriculture et agroalimentaire Canada sur les économies alimentaires locales (Chinnakonda et Telford, 2007). Au-delà du constat de leur croissance et de leur diversification, il importe de souligner que les projets liés à une offre alimentaire de proximité touchent trois grandes problématiques sociales : la santé, l'environnement et la vitalité des communautés.

D'abord, les circuits courts portent sur des questions liées aux habitudes alimentaires et, plus globalement, à la santé. Une étude a montré un impact positif direct sur la santé des enfants d'une meilleure alimentation liée aux circuits courts institutionnels (Vogt et Kasier, 2008). Globalement, on mentionne que les circuits courts favorisent un accès aux aliments frais (Friends of the Earth, 2000), dont les fruits et les légumes, qui sont une des bases pour une meilleure alimentation (Rapport d'experts OMS/FAO sur l'alimentation, la nutrition et la prévention des maladies chroniques, 2003 ; Vogt et Kaiser, 2008). Cependant, l'accès aux produits de ces circuits courts pour tous les consommateurs (moins nantis ou en région éloignée) demeure un défi de taille qui est étroitement lié à l'offre et aux stratégies de diffusion de ces produits.

Les circuits courts sont aussi une tentative de réponse aux problèmes environnementaux associés à l'agriculture et la commercialisation à distance. En effet, il est reconnu que le transport d'aliments est un facteur important d'émission de CO_2 (Pretty *et al*., 2005). L'ampleur des préoccupations environnementales a donné lieu au développement d'indicateurs et de labels qui témoignent de la distance parcourue par les aliments (*food miles* et *carbon footprint*). À cet égard, les circuits de commercialisation favorisant l'agriculture familiale et biologique appuieraient une émission plus limitée de gaz à effet de serre (jusqu'à 30 % de moins pour l'agriculture biologique [Redlingshofer, 2006]). Par contre, localiser les circuits de commercialisation n'est pas une solution simple, puisque les techniques de production peuvent avoir un fort impact écologique, comme dans le cas de la production en serre, très énergivore (Redlingshofer, 2006). Les déplacements des consommateurs vers les points de vente peuvent également générer des gaz à effet de serre (Reinhardt, 2005). Il apparaît donc essentiel, quand il s'agit d'étudier et de proposer des modalités de développement d'une offre alimentaire de proximité, de tenir compte de l'ensemble des acteurs des filières concernées, y compris les consommateurs qui achètent et cuisinent ou mangent le produit (Boulianne, 2006).

Enfin, les circuits courts touchent aussi des questions de production et de développement des communautés. En effet, on note un phénomène global de concentration de la production agricole qui laisse les espaces ruraux moribonds et affecte la survie de l'agriculture familiale. Au Canada, 67,5 fermes en moyenne disparaissent par semaine (Statistique Canada, 2007). En ce qui concerne la production, les études d'impact existantes sur les circuits courts montrent que ces initiatives sont un complément de revenu important pour les fermes familiales (Chalopin, 2007), qu'elles favorisent le partage des risques et des incertitudes entre producteurs et consommateurs (Lamine, 2005) et participent au développement de nouvelles compétences (gestion et commercialisation) chez les producteurs (Friends of the Earth, 2000). Socialement, les circuits courts favoriseraient la création d'un lien social entre la ville et la campagne et ils participeraient à la consolidation d'espaces publics en milieu urbain par l'intermédiaire des marchés fermiers par exemple (Sanderson *et al*., 2005), en plus d'avoir un effet de levier important pour le développement local (Friends of the Earth, 2000). Bref, les circuits courts appuieraient le développement local et favoriseraient la survie des petits producteurs (par la diversification et l'augmentation des revenus), en plus de participer à la création d'un sentiment de communauté entre le milieu urbain et rural.

Les circuits courts comme outils d'amélioration des habitudes alimentaires dans les diverses régions et catégories socioéconomiques de la population québécoise nécessitent une analyse rigoureuse. Une approche holistique serait idéale. En effet, les trois grands moments qui constituent toute filière agroalimentaire, et qui se retrouvent dans les circuits courts (production, distribution et consommation), sont étroitement intégrés et ne peuvent être abordés individuellement. Aussi, les études existantes illustrent que le problème doit être considéré sous divers angles disciplinaires (entre autres, économie, agronomie, gestion, alimentation et sociologie rurale) pour assurer une meilleure compréhension des phénomènes permettant de concevoir des stratégies pertinentes de diffusion et de consolidation des pratiques les plus prometteuses. Finalement, ces stratégies ne peuvent être élaborées sans un lien étroit avec des politiques publiques pertinentes touchant le soutien à la production, à l'aménagement des territoires, aux politiques d'achat institutionnelles et individuelles, à la reconnaissance des initiatives et à la définition de standards (Chinnakonda et Telford, 2007 ; Working Group on Local Food, 2003 ; Food Links UK, 2006 ; Thatcher et Sharp, 2008).

Les objectifs et l'organisation du projet

L'objectif général du projet est de documenter et de promouvoir des circuits courts adaptés aux réalités des producteurs maraîchers et accessibles à l'ensemble des consommateurs, qui maximisent les retombées positives sur les Québécois en matière de saines habitudes de vie. Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants :

1. Comprendre les motivations et les réticences des producteurs agricoles et des consommateurs à participer à des circuits courts.
2. Évaluer les impacts des circuits courts sur les habitudes de vie des Québécois, notamment auprès des populations vulnérables.
3. Promouvoir les formes de circuits courts à fort potentiel social pour le Québec.

Le cœur du projet s'articule autour d'une approche holiste de la chaîne de production/commercialisation/consommation. Si Équiterre a la capacité d'organiser un tel projet, l'élaboration et la mise en œuvre de la recherche ont dû se faire en partenariat avec d'autres organisations et chercheurs universitaires. C'est dans ce contexte que nous avons divisé le projet en quatre axes de recherche qui seront pilotés par des organisations possédant une expertise sur le sujet. Pour chacun des axes, une équipe est chargée de préparer les devis de recherche, de collecter les données et d'en faire un premier traitement. L'analyse et la rédaction des rapports seront ensuite assurées par l'équipe d'Équiterre.

Axe 1 : Cartographie des initiatives de circuits courts au Québec
Axe 2 : Analyse des structures de prix selon les filières
Axe 3 : Étude des impacts des circuits courts sur les habitudes de vie
Axe 4 : Analyse de l'offre et du développement des communautés rurales

Afin de donner au projet des dimensions raisonnables, les partenaires ont choisi de travailler sur trois régions ayant des caractéristiques différentes. Montréal a été choisie comme région incontournable et les deux autres seront choisies suivant la cartographie. Aussi, afin d'assurer une cohérence des différents axes de recherche, chaque région devient un cas d'étude et, au sein de chacune, les équipes étudieront les mêmes paniers de stratégies (deux au minimum). Ces paniers de stratégies seront choisis selon la cartographie pour les deux régions en dehors de Montréal. Pour Montréal, les trois stratégies principales des acteurs en circuits courts sont l'ASC, les marchés publics/kiosques urbains et les initiatives de sécurité alimentaire. L'idée est de refléter dans le travail de recherche une approche territorialisée basée sur l'idée que, pour les producteurs, les organisations et les consommateurs, il existe un panier de stratégies propre à chaque région dans le développement de circuits courts. C'est la compréhension de la pertinence de ces stratégies diverses selon les contextes qui permettra de formuler des propositions adaptées au contexte régional et pertinentes pour chacun des acteurs de la chaîne.

Les résultats de cette recherche auront une pertinence scientifique certaine, puisque c'est une question qui n'a pas été étudiée pour le cas du Québec et que les devis de recherche sont construits selon des normes scientifiques rigoureuses. Cette pertinence scientifique est un critère essentiel dans l'exécution de tels projets de recherche, mais l'élément central pour Équiterre est sa pertinence sociale. En effet, les résultats, qu'ils soient positifs ou négatifs en ce qui a trait aux circuits courts, seront d'une utilité certaine pour Équiterre, qui pourra alimenter ses projets terrains avec de nouvelles stratégies ou alimenter ses campagnes politiques et publiques advenant que la recherche montre les impacts positifs des circuits courts en agriculture.

LA RECHERCHE DANS LES ONG : PERTINENCE SOCIALE ET SCIENTIFIQUE

La fonction principale de la recherche chez Équiterre est d'alimenter l'action citoyenne de l'organisation. Il est de ce fait naturel que l'orientation de ces activités soit presque essentiellement tournée vers la recherche-action. L'organisation de la recherche est alors basée sur l'idée d'une interface de transmission avec deux rôles, externe et interne :

1. Rôle externe
   a. Transformer les besoins d'information des projets en devis de recherche élaborés en partenariat avec les universités
   b. Être partie prenante à des propositions de recherche du milieu universitaire sur des enjeux lié au travail d'Équiterre
2. Rôle interne
   a. Alimenter les projets d'éducation en informations pertinentes
   b. Alimenter les activités de plaidoyer de l'organisation
   c. Alimenter les projets de démonstration pour leur développement

Dans un tel contexte d'articulation de la recherche à des projets, à des campagnes d'éducation et à une mobilisation politique, les activités de recherche chez Équiterre sont solidement ancrées dans une pertinence sociale liée à la mission de l'organisation. La difficulté pour le secteur de la recherche est d'un autre ordre, plutôt rattaché à une reconnaissance scientifique qui fait en sorte qu'il doit s'assurer de la pertinence scientifique de ses projets et d'alliances durables avec des partenaires universitaires. En effet, il est difficile pour une ONG sans histoire d'activités de recherche de se faire reconnaître par les bailleurs de fonds conventionnels de la recherche (CRSH, FQRSC, etc.). C'est d'ailleurs pour cette raison qu'Équiterre a créé un programme de recherche où les projets sont systématiquement élaborés en partenariat avec des chercheurs universitaires. L'équilibre entre recherche scientifique et action collective est cependant, et demeurera, précaire.

Bibliographie

BAKER, L.E. (2008). « *Local Food Systems and Public Policy* Conservation : Two Case Studies from Mexico », *Local Environment* 13, nº 3.

BLOUIN, C. (2009). *Local Food Systems and Public Policy : A Review of The Literature*. En ligne : <http://www.bitsandbytes.ca/resources/Local_Food_Systems_and_Public_Policy_-_A_Review_of_the_Literature.pdf>.

BOULIANNE, M. (2006). « Mise en valeur des terroirs et filières d'approvisionnement en contexte de globalisation : le cas des fromages fins au Québec », Projet de recherche soumis au CRSH, Université Laval, Département d'anthropologie.

BULLOCK, S. (2000). *The Economic Benefits of Farmers' Markets*, Londres, Friends of the Earth.

CHALOPIN, M. (2007). *Les AMAP constituent-elles un avantage compétitif pour les producteurs agricoles ?*, Paris, Observatoire du management alternatif, mai.

CHINNAKONDA, D. et L. TELFORD (2007). « Les économies alimentaires locales et régionales au Canada : rapport sur la situation », Agriculture et Agroalimentaire Canada, mars.

COLEY, D., M. HOWARD et M. Winter (2009). « Local Food, Food Miles and Carbon Emissions : A Comparison of Farm Shop and Mass Distribution Approaches », *Food Policy,* vol. 4, p. 235-251.

FRIEDMANN, H. (2007). « Scaling Up : Bringing Public Institutions and Food Service Corporations into the Project for a Local, Sustainable Food System in Ontario », *Agriculture and Human Values,* vol. 24, p. 248-286.

ILBERY, B. et D. MAYE (2005). « Food Supply Chains and Sustainability : Evidence from Specialist Food Producers in the Scottish/English Borders », *Land Use Policy,* vol. 22, p. 331-344.

JONES, A. (2002). « An Environmental Assessment of Food Supply Chains : A Case Study on Dessert Apples », *Environmental Management,* vol. 30, nº 4, p. 560-576.

LEMAY, J.-F. (2009). *La souveraineté alimentaire*, document de synthèse. En ligne : <http://www.bitsandbytes.ca/resource/689>.

MARSDEN, T., J. BANKS et G. BRISTOW (2000). « Food Supply Chain Approaches : Exploring their Role in Rural Development », *Sociologia Ruralis* 40, nº 4, octobre, p. 424-438.

MICHAELS, S. (2006). *Best Practice in Sustainable Public-sector Food Procurement*, Defra & Food Links UK, juin.

MUNDLER, P. (2007). « Les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) en Rhône-Alpes, entre marchés et solidarité », *Ruralia*, vol. 20. En ligne : <http://ruralia.revues.org/document1702.html>.

NAROTZKY, S. (2005). « Provisioning », *in* James G. CARRIER (dir.), *A Handbook of Economic Anthropology*, Cheltenham, UK, Edward Elgar, p. 78-93.

PRETTY, J.N., A.S. BALL, T. Lang et J.I.L. MORISON (2005). « Farm Cost and Food Miles : An Assessment of the Full Cost of the UK Weekly Food Basket », *Food Policy*, vol. 30, p. 1-19.

REDLINGSHOFER, B. (2006). « Vers une alimentation durable ? Ce qu'enseigne la littérature scientifique », *Courrier de l'environnement de l'INRA,* vol. 53, décembre, p. 83-102.

REINHARDT, G. (2005). « Welcher Energieaufwand steckt inunserem Brot ? » [« Quelle consommation d'énergie pour faire notre pain ? »], *Ökologie & Landbau*, vol. 4.

RENTING, H., T.K. MARSDEN et J. BANKS (2003). « Understanding Alternative Food Networks : Exploring the Role of Short Food Supply Chains in Rural Development », *Environment and Planning A*, vol. 35, nº 2, p. 393-411.

SANDERSON, K. M. GERTLER, D. MARTZ et R. MAHABIR (2005). *Farmers' Markets in North America : A Background Document*, Saskatoon, CUISR.

SMITHERS, J., J. LAMARCHE et E.J. ALUN (2008). « Unpacking the Terms of Engagement with Local Food at the Farmers' Market : Insights from Ontario », *Journal of Rural Studies*, vol. 24, p. 337-350.

THATCHER, J. et L. SHARP (2008). « Measuring the Local Economic Impact of National Health Service Procurement in the UK : An Evaluation of the Cornwall Food Programme and LM3 », *Local Environment*, vol. 13, n° 3, avril, p. 253-270.

VOGT, R. A. et L.L. KAISER (2008). « Still a Time to Act : A Review of Institutional Marketing of Regionally-Grown Food », *Agriculture and Human Values*, vol. 25, p. 241-255.

WORKING GROUP ON LOCAL FOOD (2003). « Local Food. A Snapshot of the Sector », DEFRA, mars. En ligne : <www.defra.gov.uk/foodrin/foodname/lfood/pdf/local-foods-report.pdf>.